

**ASSOCIATION FRANÇAISE  
DE L'ASSURANCE**



Fédération  
Française  
des Sociétés  
d'Assurances

**GEMA**  
ASSUREURS  
MUTUALISTES

**Assurances de biens  
et de responsabilité**

Etude

Janvier 2011

# L'assurance des catastrophes naturelles en 2009

ASSOCIATION  
FRANÇAISE  
DE L'ASSURANCE

*Ce document est la propriété exclusive de la FFSA et du GEMA et est protégé par le droit d'auteur. La reproduction, la représentation et la diffusion de tout ou partie de ce document ne peuvent se faire, en dehors du périmètre de la société ou de l'organisme destinataire de ce document, qu'avec l'autorisation de la direction émettrice de la FFSA ou du GEMA.*

Direction des études et des statistiques FFSA-GEMA  
26, boulevard Haussmann - 75311 Paris Cedex 09  
E-mail : [statdom@ffsa.fr](mailto:statdom@ffsa.fr)  
[www.ffsa.fr](http://www.ffsa.fr) - [www.gema.fr](http://www.gema.fr)

## CATASTROPHES NATURELLES EN 2009

### SYNTHESE

Le montant des cotisations émises au titre des catastrophes naturelles\* diminue de 2,8 % en 2009 pour s'établir à 1 338 M€.

Le résultat du compte technique, quant à lui, augmente de 69 % par rapport à 2008 pour s'établir à 100 M€ de bénéficière. Cette hausse du résultat technique provient pour l'essentiel de la baisse des dotations aux provisions.

Ces évolutions sont à rapprocher de la sinistralité relativement clémente qu'enregistre la branche depuis plusieurs années. En 2009, le rapport sinistres à prime s'établit à 38 % correspondant à une charge des sinistres de 515 M€.

En effet, si l'exercice 2009 a été marqué par un événement climatique de grande ampleur, la tempête Klaus du 24 janvier qui a coûté 1,7 milliard d'euros aux assureurs, les dommages ont principalement été causés par le vent et relèvent ainsi de la garantie tempête.

Par contre, les résultats de l'exercice 2010 s'annoncent d'ores et déjà fortement déficitaires suite à deux événements importants : les inondations de février 2010 consécutives à la tempête Xynthia dont le coût avoisine 800 M€, et les inondations du Var en juin 2010 qui ont provoqué pour plus de 600 M€ de dégâts.

Par ailleurs, à fin 2009, l'évaluation du coût de la sécheresse atteint près de 4,8 Mds d'euros, ce qui représente 34 % du total des indemnités versées par le régime catastrophes naturelles depuis sa mise en place en 1982.

\*cf définition du régime des catastrophes naturelles page suivante

### CHIFFRES CLES

#### ⇒ Données comptables

◆ Evolution des cotisations	- 2,8 %
◆ Evolution de la charge des prestations (Tous exercices de survenance)	- 18,8 %
◆ Solde du compte C1 (en % des cotisations)	7,5 %
◆ Solde du compte C1 (en millions d'euros)	100
◆ Evolution 2009/2008 du solde du compte C1 (En millions d'euros)	+ 41
◆ Provisions d'égalisation des assureurs directs (en M€)	240
<i>Provisions CCR (en M€)</i>	2 026

#### ⇒ Sinistralité

◆ Fréquence des sinistres	0,2 ‰
◆ S/P (vu en fin de première année)	36 %
◆ Evaluation du coût de la sécheresse (vu fin 2009)	4,8 milliards d'€

## PRESENTATION

### *Le régime légal des catastrophes naturelles*

*Aux termes de la loi initiée en juillet 1982, sont considérés comme effets des catastrophes naturelles « les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises » (Article L. 125-1 alinéa 3 du Code des assurances). Les événements le plus souvent constatés sont les inondations, les coulées de boue, la sécheresse et, dans une moindre mesure, l'action mécanique des vagues, les glissements et affaissements de terrain, les avalanches, raz de marée et les tremblements de terre.*

*Les dommages causés par le vent ont été définitivement écartés du champ d'application du régime des catastrophes naturelles par la loi du 25 juin 1990. En effet, cette loi a permis la généralisation de la garantie tempête en rendant obligatoire la couverture des dommages résultants des effets du vent dû aux tempêtes, ouragans et cyclones pour toute personne détentricice d'un contrat d'assurance garantissant les dommages d'incendie.*

*En assurant ses biens contre l'incendie, les dégâts des eaux, le vol..., l'assuré est automatiquement couvert contre les dégâts dus aux catastrophes naturelles. La garantie catastrophes naturelles prévoit la prise en charge des dommages matériels causés aux biens assurés et à eux seuls. Elle joue seulement si un arrêté interministériel paru au Journal officiel constate l'état de catastrophe naturelle.*

Cette étude a été réalisée à partir des données recueillies dans l'enquête spécifique sur les catastrophes naturelles adressée aux sociétés membres de la FFSA et du GEMA, complétées par les informations provenant des états comptables réglementaires.

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1 :</b>	<b>Données comptables .....</b>	<b>p. 3</b>
1.	Poids économique et évolution .....	p. 3
2.	Résultats comptables .....	p. 4
<b>PARTIE 2 :</b>	<b>Analyse géographique sur la période 1982-2009 .....</b>	<b>p. 9</b>
1.	Evénements survenus en 2009 .....	p. 9
2.	Analyse des communes sinistrées depuis 1982 .....	p. 12
3.	Les inondations .....	p. 14
4.	La sécheresse .....	p. 16
5.	Résultats départementaux catastrophes naturelles cumulés 1988-2009 .....	p. 19
<b>ANNEXES :</b>	<b>.....</b>	<b>p. 23</b>
1.	Les résultats comptables et techniques.....	p. 25
2.	Historique des fréquences des sinistres par catégories d'assurés.....	p. 31
3.	Historique des fréquences pour les départements les plus sinistrés sur la période 1988-2009 .....	p. 32

## 1ERE PARTIE : DONNEES COMPTABLES



Les données comptables étudiées dans cette première partie sont issues des états comptables C1, C10 et C11 de l'ACP. Les résultats sont extrapolés sur la base de 100 % du marché national après réintégration des cotisations des succursales étrangères d'un pays membre de la CEE.

### 1. POIDS ECONOMIQUE ET EVOLUTION

Le montant des cotisations émises en 2009 au titre de l'assurance des catastrophes naturelles s'élève à 1 338 millions d'euros, représentant 3,0 % des cotisations de l'ensemble des assurances de biens et de responsabilité.

#### ♦ Evolution des cotisations depuis 5 ans (primes nettes)

Source : Etats comptables C1

Année	Catastrophes naturelles	
	Cotisations* (en M€)	Variation (en %)
2005	1 323	+ 2,4
2006	1 322	- 0,2
2007	1 349	+ 2,0
2008	1 377	+ 2,1
<b>2009(p)</b>	<b>1 338</b>	<b>- 2,8</b>

(p) provisoire

\* Depuis 1995, les chiffres donnés sont les chiffres officiels complétés par une estimation pour les succursales étrangères d'un pays membre de la CEE.

Nota : abstraction faite des succursales étrangères, l'évolution des cotisations catastrophes naturelles est en recul de 0,9 % en 2009.

#### ♦ Répartition des cotisations selon la catégorie d'assurés

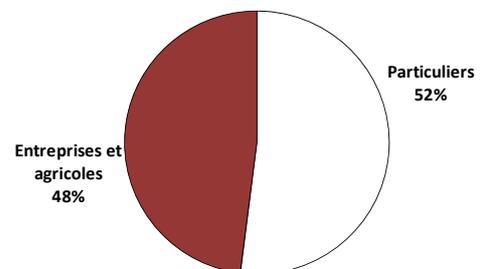
Source : états comptables C1

La cotisation catastrophes naturelles correspond à un taux uniforme de surprime de :

↳ 12 % sur l'assurance dommages aux biens des particuliers et des professionnels,

↳ 6 % sur les garanties vol et incendie d'un véhicule ou à défaut 0,5 % sur la garantie dommages en automobile,

son évolution dépend donc de celle de ces branches d'assurances.



## 2. RESULTATS COMPTABLES

Source : états comptables C1

Chiffres extrapolés à 100 % du marché national y compris succursales étrangères d'un pays de la CEE

### 2.1. Synthèse du compte de résultat technique

Poste	2008 <sup>®</sup>		2009(p)	
	M€	%	M€	%
● Primes nettes	1 377	100	1 338	100
● Produits financiers alloués	81	5,9	60	4,5
● Charge des Prestations*	712	51,7	578	43,2
⇒ dont Sin. payés (nets de recours)*	691	50,2	708	52,9
⇒ dont Dot. aux provisions pour sinistres**	17	1,2	- 130	- 9,7
⇒ dont Dot. aux provisions techniques	4	0,3	0	0,0
● Frais d'acquisition	150	10,9	147	11,0
● Frais d'administration	87	6,3	79	5,9
● Charge de la réassurance	439	31,9	483	36,1
➔ <b>Résultat technique</b>	<b>59</b>	<b>4,3</b>	<b>100</b>	<b>7,5</b>

(\*) Y compris les frais de gestion des sinistres

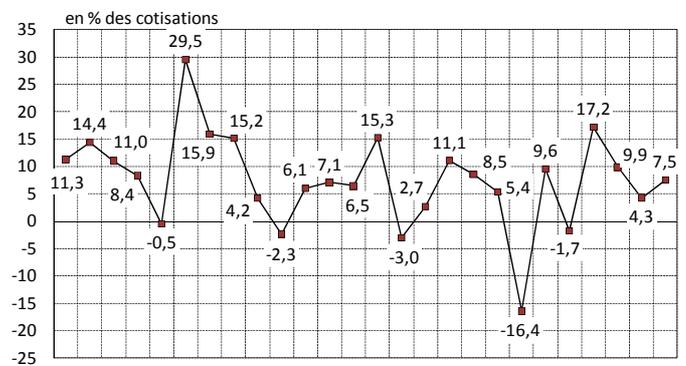
(\*\*) Dotations nettes de recours

®) Revu

(p) Provisoire

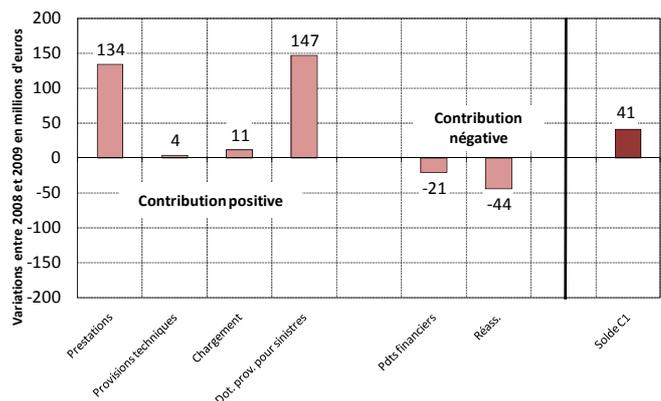
En 2009, le résultat du compte technique augmente de 41 M€ pour s'établir à 100 millions d'euros, correspondant à 7,5 % des cotisations de l'année.

- ◆ Evolution du solde d'exploitation de 1984 à 1994 et solde technique depuis (en % des primes nettes)



84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 00 01 02 03 04 05 06 07 08 09

- ◆ Contribution des différents postes du compte de résultat technique (en terme de différentiel en millions d'euros 2008-2009)



Dans un contexte de diminution des cotisations et d'une sinistralité 2009 relativement clémente, la progression du résultat technique provient quasi-exclusivement de la baisse des dotations aux provisions.

## 2.2. La sinistralité

### ♦ Evolution de la charge des sinistres

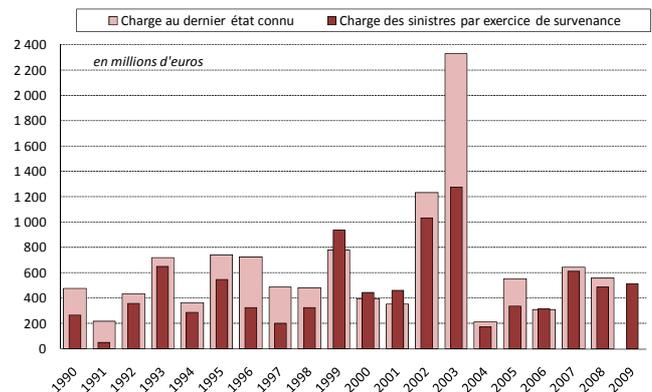
La charge de prestations des catastrophes naturelles s'élève à 578 millions d'euros en 2009. Cette charge se répartit en :

- 708 millions d'euros au titre des sinistres payés (nets de recours y compris frais de gestion de sinistres) ;
- - 130 millions d'euros au titre des dotations aux provisions de sinistres nettes de recours ;
- tandis que les dotations aux provisions d'égalisation (assimilées aux dotations aux provisions techniques) sont nulles.

La charge de prestations correspondant à l'exercice de survenance 2009 est évaluée quant à elle à 515 millions d'euros.

Le graphique ci-contre illustre l'évolution de la charge des sinistres depuis 1990 par exercice de survenance (charge vue au 1<sup>er</sup> inventaire et au dernier état connu).

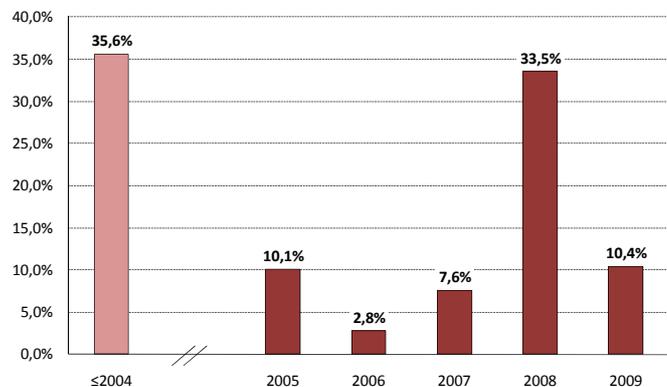
On remarque l'impact des sinistres sécheresse sur les comptes des assureurs. Ainsi, pour les exercices 1990, 1996 et 1997, la charge des sinistres a plus que doublé entre le 1<sup>er</sup> inventaire et le dernier état connu, celle de 2003 a été réévaluée de plus de 80 %.



### ♦ Répartition de la charge des sinistres payés

Hors sinistres sécheresse, environ 90 % de la charge des sinistres catastrophes naturelles est liquidée en fin de 4<sup>ème</sup> année. Aussi, les flux correspondant aux exercices 2004 et antérieurs concernent-ils essentiellement la sécheresse, dont l'analyse est présentée en page 17.

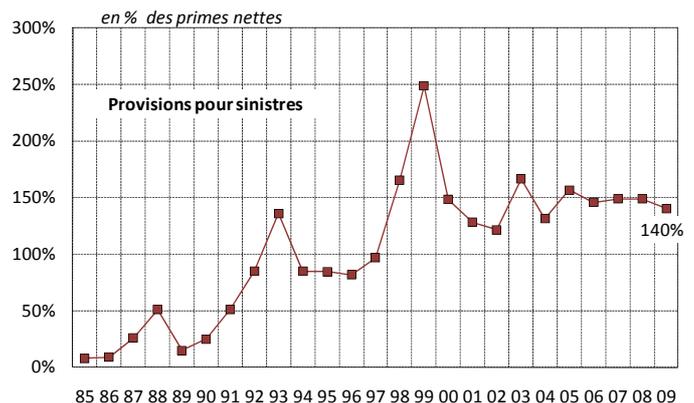
Plus du tiers des paiements effectués en 2009 concernent des événements survenus avant 2005.



Source : Etats C11 provisoires

### ♦ Evolution des provisions de sinistres (stock au 31/12 de l'année n en % des primes)

En 2009, le stock de provisions pour sinistres s'établit à 1 875 M€ en diminution de 8,5 % par rapport à celui vu fin 2008. Il correspond à 1,4 fois le montant des primes nettes de l'année, proportion en légère diminution par rapport aux trois derniers exercices.



### 2.3. Liquidation de la charge des sinistres catastrophes naturelles

Nota : l'historique depuis 1984 de ces tableaux se trouve en annexe pp. 31 et 32.

♦ *Triangle des rapports sinistres à primes (en %)*

Source : états comptables C10

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1 <sup>ère</sup> année	15	30	27	46	36	38
2 <sup>ème</sup> année	12	25	24	47	41	
3 <sup>ème</sup> année	12	31	25	48		
4 <sup>ème</sup> année	13	41	24			
5 <sup>ème</sup> année	13	42				
6 <sup>ème</sup> année	16					

Tous exercices confondus, les comptes 2009 enregistrent un mali de liquidation d'environ 95 M€ sur les exercices antérieurs (montant extrapolé à 100 % du marché national), trouvant principalement son origine dans la réévaluation de la charge des sinistres survenus en 2008.

♦ *Part des paiements réalisés dans l'ensemble de la charge (au dernier état connu)*

Source : états comptables C10

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1 <sup>ère</sup> année	10	14	10	26	22	18
2 <sup>ème</sup> année	45	39	39	56	64	
3 <sup>ème</sup> année	56	36	42	64		
4 <sup>ème</sup> année	59	35	52			
5 <sup>ème</sup> année	64	49				
6 <sup>ème</sup> année	61					
<b>Coût global (derniers états connus en M€)</b>	<b>210</b>	<b>555</b>	<b>315</b>	<b>650</b>	<b>565</b>	<b>515</b>

Deux facteurs influencent de façon essentielle la liquidation de la charge des sinistres :

- l'aspect plus ou moins tardif dans l'année des principales catastrophes naturelles (ex : les inondations de décembre 2003),
- la part des indemnités des sinistres liés à la sécheresse (exemple : l'exercice 2003).

### 2.4. Les provisions d'égalisation

♦ *Les provisions d'égalisation (en M€)*

Source : états comptables C1 (autres provisions techniques à la clôture) et rapport annuel de la CCR

Le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs vu fin 2009 diminue de 2,4 % par rapport à 2008 ; il représente 18 % des cotisations émises.

En millions d'euros	2005	2006	2007	2008	2009(p)
Assureurs directs	310	255*	241	246®	240
CCR	531	900	1 271	1 697	2 026

(p) provisoire

® revu

\* Remarque : le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs s'inscrit en baisse alors que les dotations 2006 sont positives de 24 M€ (cf. p. 30). Cette apparente contradiction est le fait d'une société importante qui a réaffecté son stock de provisions à la branche dommages aux biens des particuliers.

## 2.5. La réassurance

### ◆ Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs

*Source* : états comptables C1. Avertissement : les données ci-après ne sont pas corrigées des cessions intra-groupe.

La part des cotisations catastrophes naturelles cédées aux réassureurs augmente de 0,6 point en 2009 pour s'établir à 58,6 %.

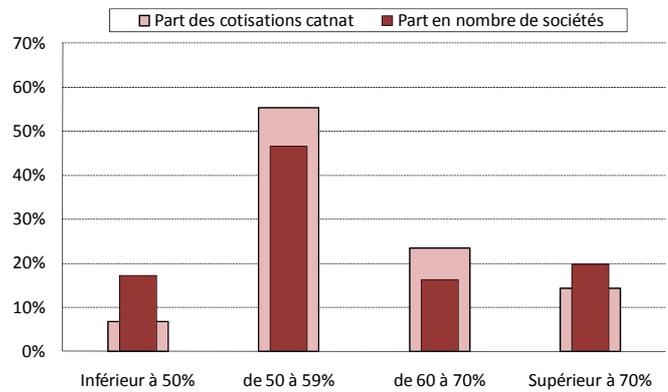
(en %)	2005	2006	2007	2008 <sup>®</sup>	2009(p)
Part des cotisations cédées aux réassureurs	58,0	59,3	59,8	58,0	<b>58,6</b>

(p) provisoire

<sup>®</sup> revu

### ◆ Répartition des sociétés d'assurance en fonction de la part des cotisations cédées aux réassureurs en 2009

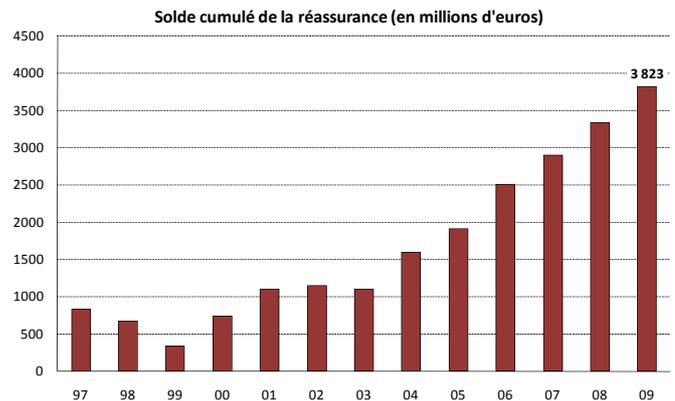
Près de la moitié des sociétés analysées (47 %) cèdent entre 50 et 60 % de leurs primes ; elles représentent 55 % du chiffre d'affaire de la branche.



### ◆ Evolution du solde cumulé de la réassurance

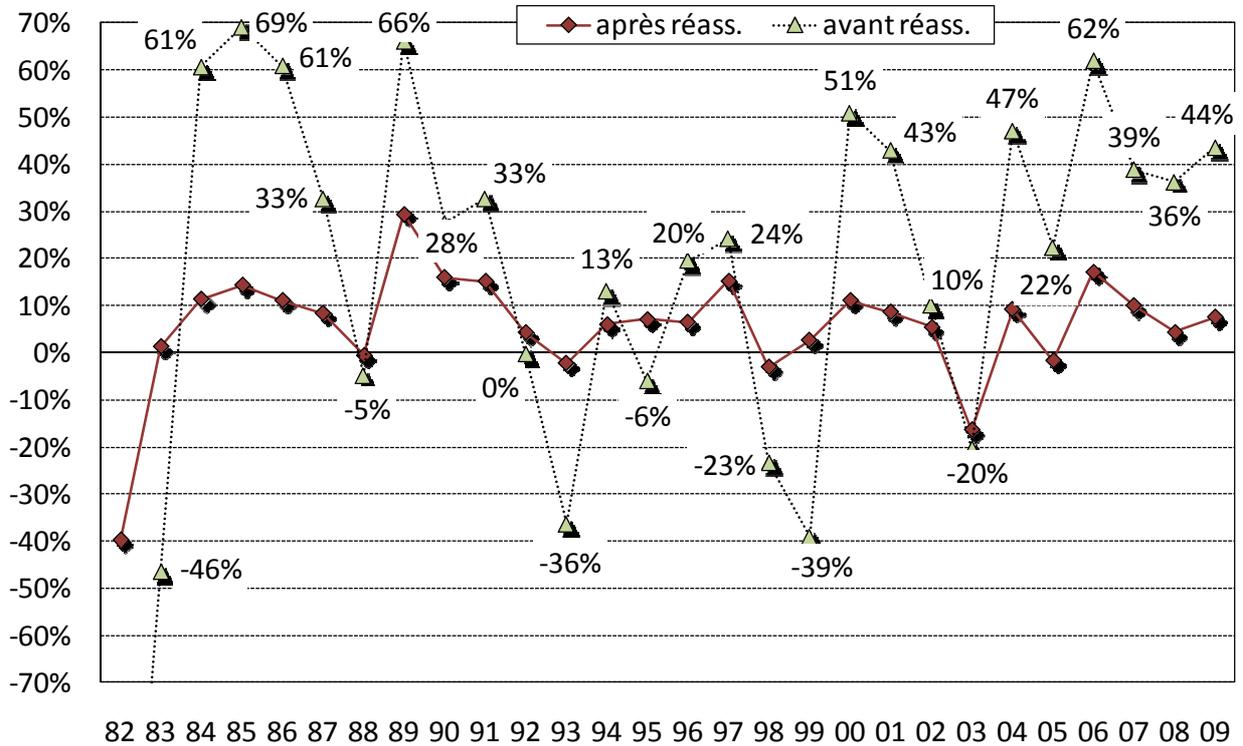
*Source* : états comptables C1

Après six années de faible sinistralité, le solde cumulé (primes cédées-charges) de la réassurance des catastrophes naturelles a augmenté de 2 715 M€ depuis 2003, pour s'établir à 3,8 milliards d'euros, soit une hausse de 245 % en six ans.



♦ *Impact de la réassurance sur le résultat technique*

*Source : états comptables C1*



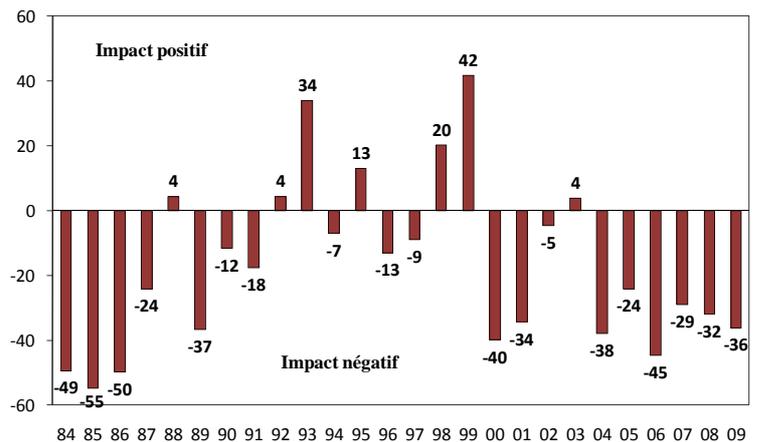
Le résultat technique est représenté ci-dessus en pourcentage des primes avant et après réassurance. L'effet lissant de la réassurance est bien visible.

♦ *Impact de la réassurance sur le ratio combiné comptable*

*Source : états comptables C1*

L'impact de la réassurance est exprimé en différentiel de points sur le ratio combiné comptable.

*Lecture : en 2003, la réassurance a permis d'améliorer de 4 points le ratio combiné comptable.*



A la suite de la réforme du régime des catastrophes naturelles intervenue fin 1999, la charge de la réassurance s'est alourdie du fait de la forte augmentation du montant des primes cédées (+ 54 % entre 1999 et 2000). En effet, le taux de surprime est passé de 9 à 12 %, hausse à laquelle s'est ajoutée la suppression des commissions reçues des réassureurs.

## ZEME PARTIE : ANALYSE GEOGRAPHIQUE SUR LA PERIODE 1982-2009



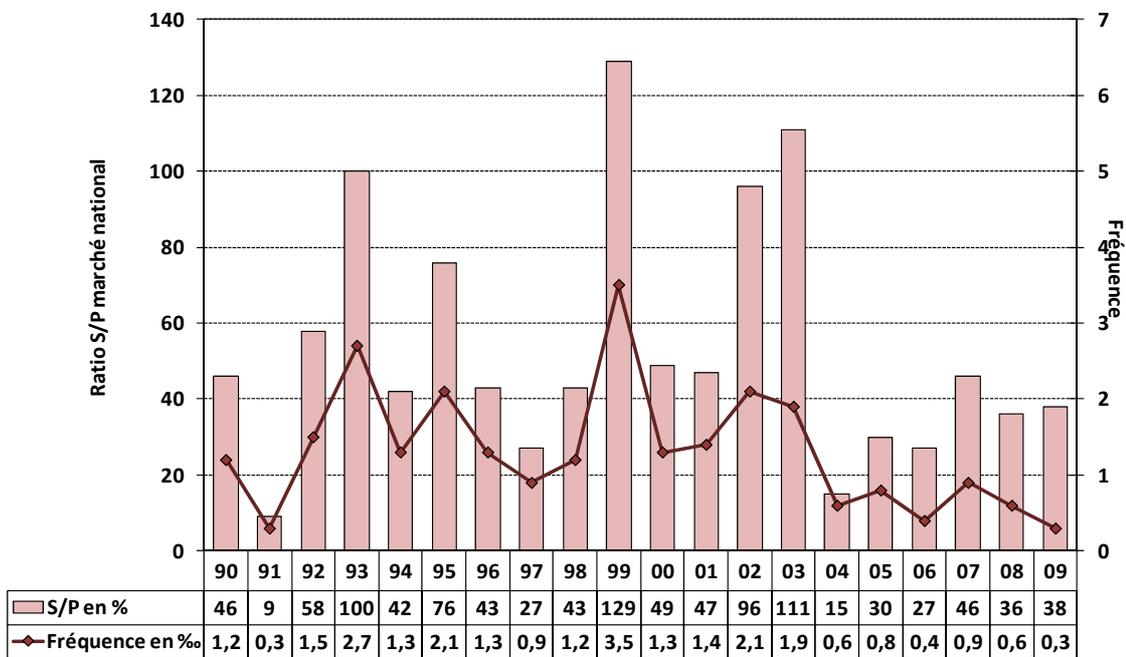
### 1. EVENEMENTS SURVENUS EN 2009

31 sociétés nous ont transmis leurs résultats, elles représentent 79 % des cotisations perçues par le marché national.

#### 1.1. Historique du rapport sinistres à primes et de la fréquence depuis 1990 (vu en fin de 1<sup>ère</sup> année)

Nota : Le ratio S/P retenu provient des états comptables C10, la fréquence est celle de l'enquête FFSA.

La fréquence des sinistres catastrophes naturelles (au niveau France entière) s'établit à 0,3 ‰ en 2009, en baisse de 0,3 point par rapport à l'exercice précédent.



Le ratio S/P s'établit quant à lui à 38 %, en hausse de 2 points par rapport à celui de 2008 (36 %).

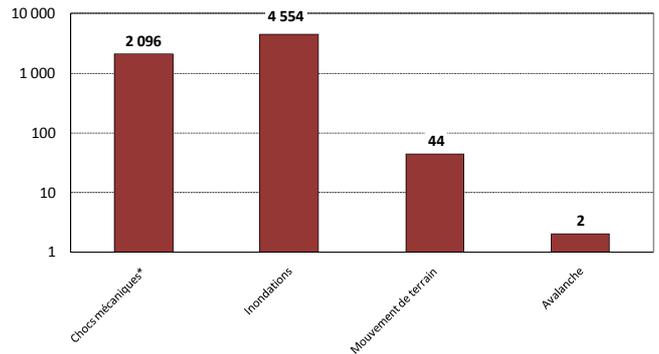
#### 1.2. Sinistres par type d'événement (exercice de survenance vu en fin de 1<sup>ère</sup> année)

♦ Fréquence et coût moyen des sinistres catastrophes naturelles

	Fréquence des sinistres (en ‰)					Sinistre moyen (en milliers d'euros)				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Inondations	0,7	0,3	0,3	0,3	0,2	4,6	11,8	7,0	7,7	7,5
Autres	0,1	0,1	0,6	0,3	0,1	6,8	6,2	6,1	8,3	8,6
Ensemble	0,8	0,4	0,9	0,6	0,3	6,0	11,5	6,8	8,6	8,3

- ◆ *Nombre de communes sinistrées en fonction de la nature du péril ayant débuté en 2009 (fichier arrêté au 16/11/2010)*

En 2009, les inondations restent le péril majoritaire (68 % des périls enregistrés), suivies des chocs mécaniques (31 %) qui sont consécutifs à la tempête Klaus du 24 janvier 2009.



\* Chocs mécaniques liés à l'action des vagues

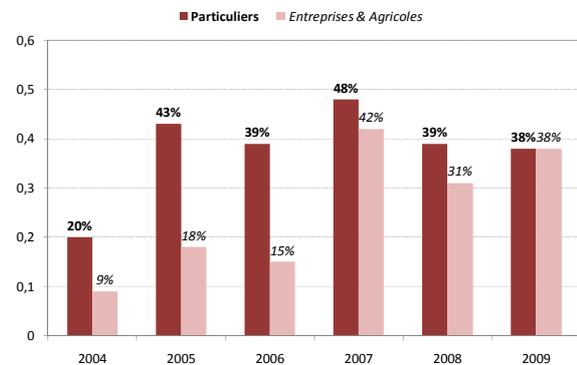
### 1.3. Résultats par catégorie d'assurés

- ◆ *Fréquence et sinistre moyen vus en fin de première année*

	Fréquence des sinistres (en ‰)					Sinistre moyen (en milliers d'euros)				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Particuliers	0,8	0,5	0,9	0,6	<b>0,3</b>	5,3	7,6	5,2	6,7	<b>6,5</b>
<i>dont inondations</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<b><i>0,2</i></b>	<i>3,4</i>	<i>4,3</i>	<i>5,4</i>	<i>5,3</i>	<b><i>6,3</i></b>
Entreprises et Agricoles	0,7	0,2	0,8	0,6	<b>0,6</b>	13,0	20,1	20,2	24,3	<b>11,6</b>

- ◆ *Ratios S/P (en %) vus en fin de première année*

Sur l'ensemble de l'exercice 2009 le ratio S/P s'établit à 38 %, comme pour les particuliers et les entreprises. Le graphique ci-contre illustre les différences entre les catégories d'assurés.

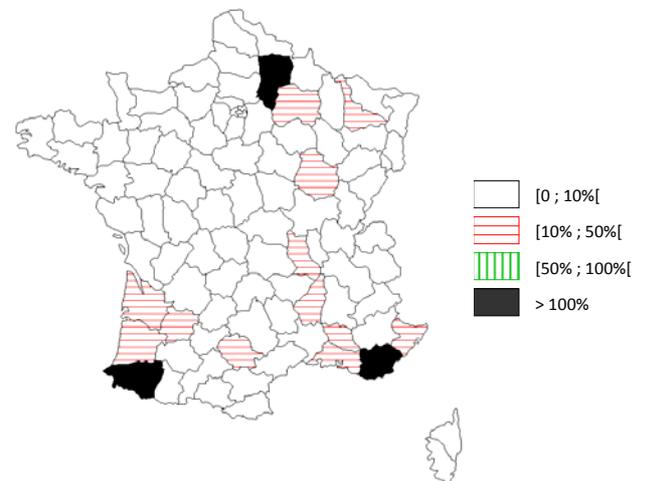


### 1.4. Résultats géographiques

- ◆ *Rapport S/P par département en 2009*

*Avertissement : les sociétés ayant ventilé leurs résultats par départements totalisent 54 % des cotisations et présentent un rapport S/P inférieur à la moyenne nationale.*

En 2009, le rapport S/P maximum en métropole s'établit à 211 % pour le département du Var, ce département ayant connu des inondations (18 septembre et 22 octobre). L'Aisne (130 %) et les Pyrénées-Atlantiques (115 %) sont les deux autres départements remarquables ; ce dernier ayant subi des inondations suite à la tempête Klaus des 23 et 24 janvier.



### 1.5. Distribution des sinistres selon leur coût individuel

Coût individuel (en K€)	% des dossiers				% sur l'ensemble des indemnités			
	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
- de 1,5	30,5	40,2	30,7	<b>34,4</b>	2,0	4,0	2,0	<b>2,0</b>
1,5 à 15	61,7	52,3	61,9	<b>58,2</b>	28,9	34,5	41,9	<b>31,4</b>
15 à 75	6,4	6,3	5,9	<b>5,9</b>	23,2	28,6	22,9	<b>23,5</b>
75 à 150	0,7	0,8	1,0	<b>0,9</b>	8,7	11,9	11,9	<b>12,0</b>
150 et +	0,7	0,4	0,5	<b>0,6</b>	37,2	21,0	21,3	<b>31,1</b>
Total	100	100	100	<b>100</b>	100	100	100	<b>100</b>

Les montants et pourcentages ci-dessus sont exprimés par exercice de survenance.

### 1.6. Les modulations de franchise

La récurrence d'événements affectant une même commune a conduit les pouvoirs publics à mettre en place des plans de prévention (PPR). L'absence de PPR conduisant en cas de nouvelle catastrophe à une modulation de la franchise.

L'article A125-1 énonce que, dans une commune non dotée d'un PPR pour le risque faisant l'objet d'un arrêté catastrophes naturelles, la franchise est modulée en fonction du nombre d'arrêtés intervenus pour le même risque et comptabilisés sur les 5 ans précédant la date de la nouvelle constatation (hors tempête 1999).

Les articles A 125-1 et A 125-2 du Code reprennent le principe de la modulation suivant :

- 1er et 2ème arrêté : application de la franchise ;
- 3ème arrêté : doublement de la franchise ;
- 4ème arrêté : triplement de la franchise ;
- 5ème arrêté et suivants : quadruplement de la franchise.

La modulation ne s'applique pas si un PPR est approuvé. Le délai d'approbation du PPR est de 4 ans (arrêté du 4 août 2003) à compter de la date de prise de l'arrêté prescrivant le Plan (si le PPR n'est pas approuvé pendant ce délai, le principe de la modulation des franchises s'applique alors).

Le tableau suivant montre la répartition du nombre de communes en fonction de la modulation de franchise maximum appliquée pour les événements inondation et sécheresse.

Franchise applicable	Nombre de communes			
	Inondation		Sécheresse	
	Vu fin 2008	<b>Vu fin 2009</b>	Vu fin 2008	<b>Vu fin 2009</b>
Doublee	541	<b>568</b>	171	<b>172</b>
Triplée	173	<b>169</b>	87	<b>87</b>
Quadruplée	37	<b>38</b>	43	<b>43</b>

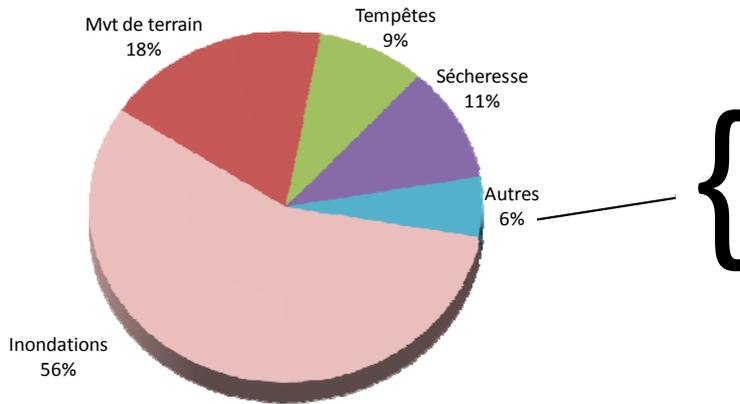
Fichier arrêté le 16 novembre 2010

**2. ANALYSE DES COMMUNES SINISTRÉES DEPUIS 1982**

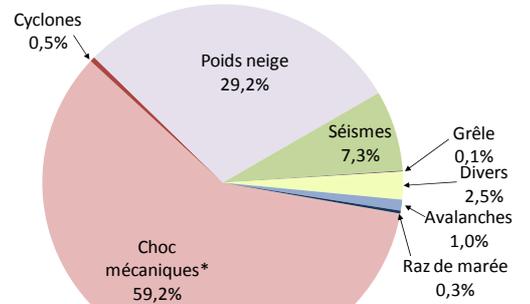
*Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 16/11/2010*

♦ Répartition des arrêtés par nature de périls (cumul 1982-2009)

Nota : une commune sinistrée peut être comptée plusieurs fois.



♦ Ventilation des autres périls



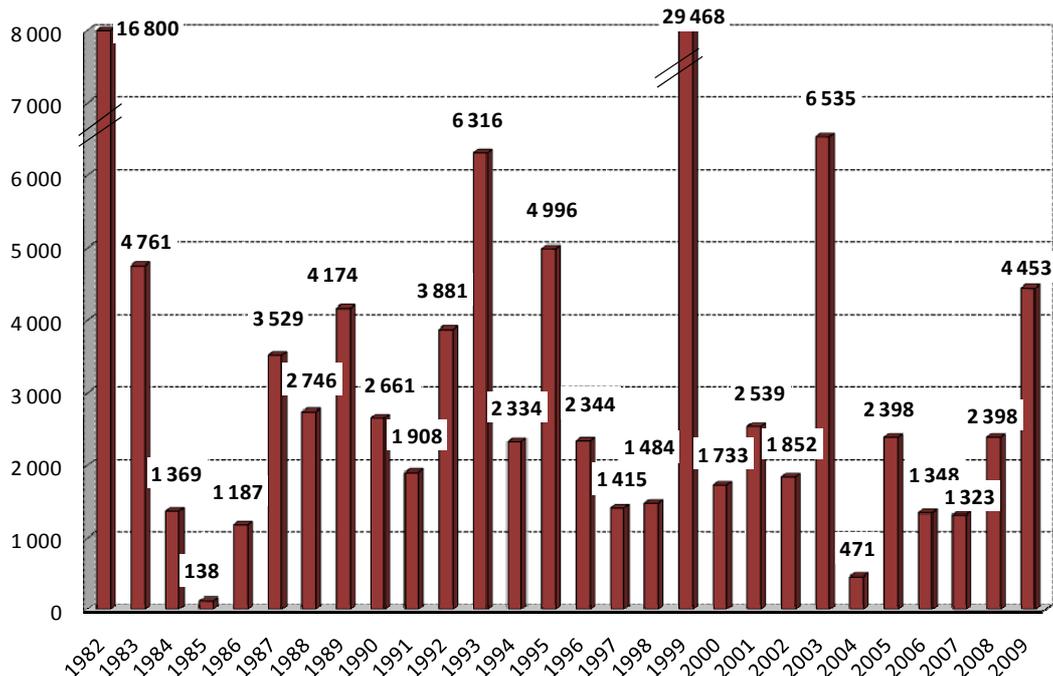
*\*liés à l'action des vagues*

En ne comptabilisant les communes qu'une seule fois sur toute la période 1982-2009, 63 % des arrêtés publiés concerne des inondations.

♦ Evolution du nombre de communes sinistrées par année de début de l'événement depuis 1982

Nota : une commune sinistrée est comptée une seule fois par année, mais elle peut être sinistrée plusieurs années et sera donc comptée plusieurs fois.

Au total, sur les 36 682 communes que comptabilise la France, 99 % d'entre elles ont fait l'objet d'au moins un arrêté catastrophes naturelles depuis 1982.



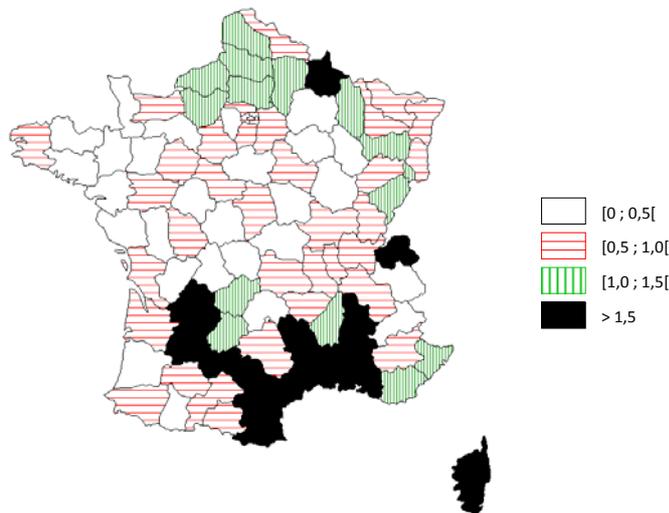
Depuis 1982, l'ensemble des arrêtés catastrophes naturelles totalise 116 561 communes (tous types de périls répertoriés).

## 2.1. Fréquence des sinistres sur la période 1988-2009

Nous avons récapitulé ci-dessous les résultats cumulés sur l'ensemble de la période 1988-2009, il s'agit de statistiques observées en fin de 1ère année.

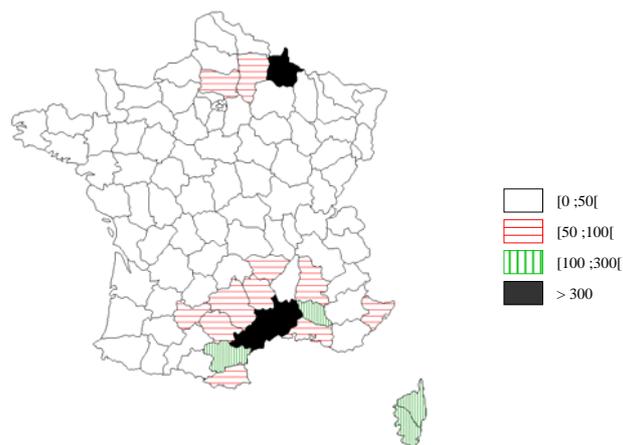
### ♦ Fréquence des sinistres 88-09

Sur la période considérée, les trois départements enregistrant les fréquences les plus élevées sont : l'Hérault (8,1‰), le Gard (7,1‰) et les Ardennes (5,8‰).

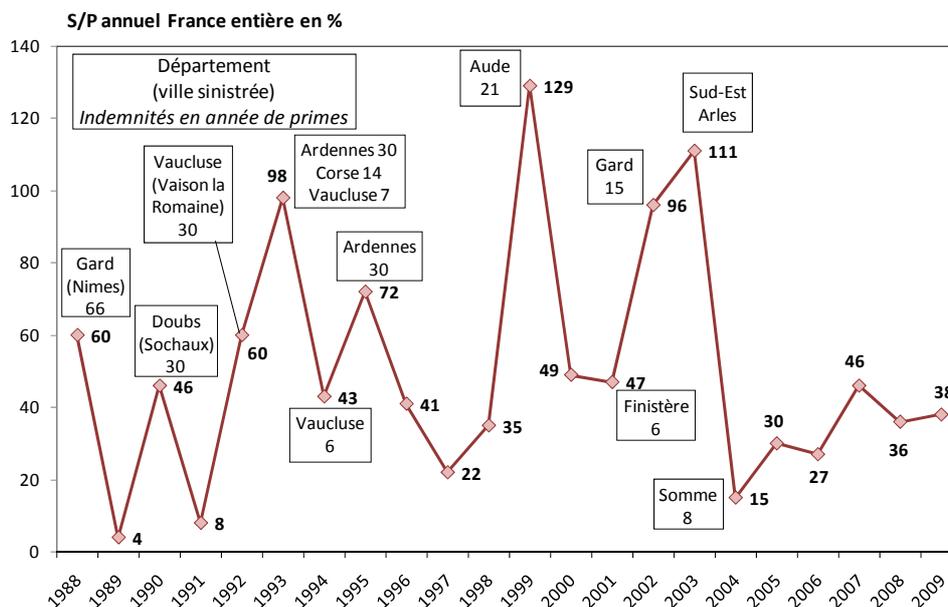


## 2.2. Rapport S/P sur la période 1988-2009

Sur la période 1988-2009, les départements les plus sinistrés en termes de sinistres à primes sont : trois départements enregistrent un S/P supérieur à 300 % (le Gard, l'Hérault et les Ardennes) et trois autres départements ont un S/P compris entre 100 et 300 % (l'Aude, le Vaucluse et la Corse).



## 2.3. Comparaison par rapport aux principaux événements sur la période 1988-2009



Lecture : Les inondations de Nîmes en 1988 représentent 66 années de primes collectées dans le département du Gard. Le S/P national en 1988 s'établit à 60 %.

### 3. LES INONDATIONS

#### 3.1. Principaux événements naturels depuis 1988

♦ *En France*

*Sources : Enquête FFSA et CCR*

Date Année/Mois	Localisation	Causes	Coût <sup>(1)</sup> pour les assureurs (en millions d'euros constant)	Nombre <sup>(2)</sup> de communes sinistrées en inondation dans l'année
1988/octobre	Nîmes	Inondations	572	2 706
1990/février	France	Inondations & tempêtes	337	2 295
1992/septembre	Vaison	Inondations	410	2 418
1993/septembre	Sud	Inondations	525	5 660
93/dec-94/janv	France	Inondations	430	
1994/novembre	Nice et Sud-Est	Inondations	204	2 120
1995/janv-fév.	Nord, Est et Ouest	Inondations	606	4 611
1995/août-sept.	DOM-TOM	Cyclones/Inondations	188	
1996/juillet	Annecy	Séisme	95	1 411
1996/décembre	Sud-Ouest	Inondations	114	1 066
1997/juin	Normandie	Inondations	95	
1999/novembre	Sud (Aude)	Inondations	404	28 861
1999/décembre	France	Inondations & tempêtes	404	
2000/décembre	Bretagne	Inondations	95	1 628
2000/novembre	Marseille	Inondations	109	
2001/avril	Somme	Inondations	66	2 373
2002/janvier	Réunion	Cyclone	119-133	1 181
2002/septembre	Sud-Est (Gard)	Inondations	914	
2003/décembre	Sud-Est	Inondations	845	2 308
2005/septembre	Sud (Gard-Hérault)	Inondations	100	842
2007/août	Martinique	Cyclone Dean	216	1 086
2008/novembre	Centre-Est	Inondations	137	2 087

(1) Actualisation par l'indice FFB.

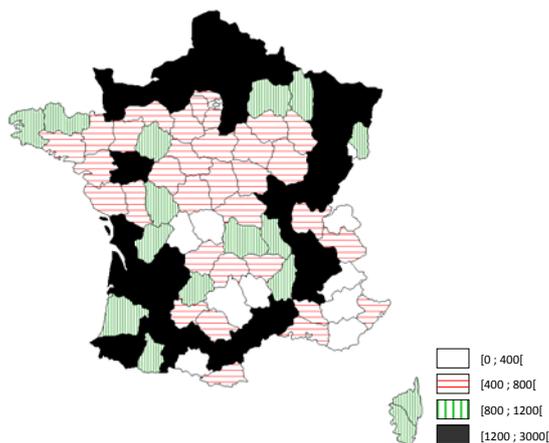
(2) Situation au 16/11/2010. Une commune sera comptabilisée une seule fois si elle a fait l'objet de plusieurs arrêtés dans l'année.

#### 3.2. Répartition du nombre de communes

♦ *Répartition géographique du nombre de communes sinistrées par une inondation de 1982 à 2009*

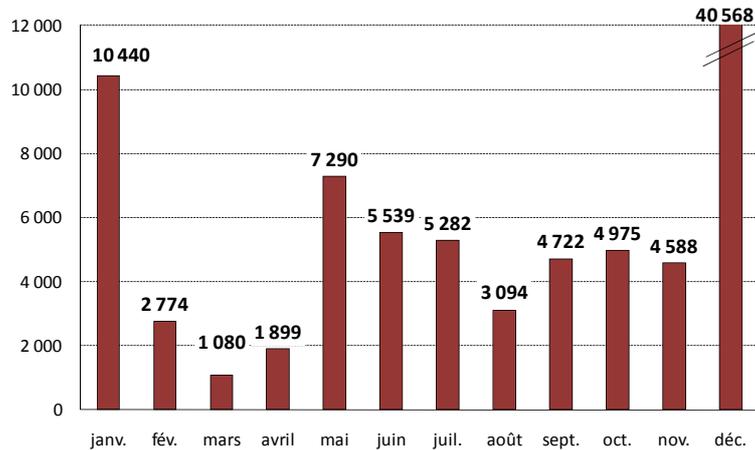
*Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 16/11/2010*

Les communes du Nord, de l'Est et du Sud de la France apparaissent les plus exposées à ce risque depuis 28 ans.



♦ Répartition du nombre de communes sinistrées en inondation selon le mois de début de l'événement (cumul 1982-2009)

Les mois de décembre et janvier concentrent 55,3 % du nombre de communes sinistrées. La forte sinistralité observée au mois de décembre est due essentiellement aux années 1982 et 1999 (nombreuses inondations consécutives aux tempêtes), avec respectivement 6 122 et 27 989 communes sinistrées en inondation au cours du dernier mois de ces années.



L'année 2009 a vu la part du mois de janvier considérablement augmenter : 3 989 communes ont été sinistrées en inondation en janvier 2009, essentiellement à cause des inondations consécutives à la tempête Klaus.

A l'opposé, les mois de mars et avril ont été jusqu'à présent relativement épargnés par les inondations, regroupant 3,2 % des communes sinistrées.

#### 4. LA SECHERESSE

##### 4.1. Données chiffrées

Un questionnaire spécifique permettant d'évaluer l'impact de la sécheresse dans le régime catastrophes naturelles est intégré à l'enquête effectuée par la FFSA. Une trentaine de sociétés ont répondu (totalement ou en partie), elles représentent 71 % des cotisations émises au titre des catastrophes naturelles (marché national).

**Nota : les évaluations effectuées ci-dessous reposent sur le nombre et le coût (paiements et provisions) des sinistres connus ; elles n'intègrent donc pas d'estimation concernant les IBNR.**

♦ Répartition des sinistres et du coût de la sécheresse par année de survenance vue à fin 2009

	Nombre de communes sinistrées en sécheresse*	Nombre total de sinistres connus (en milliers)	Coût de la sécheresse à fin 2009 (en M€)
1989	3 574	12,5	230
1990	393	36,8	355
1991	1 196	24,5	250
1992	1 041	23,0	180
1993	802	23,0	190
1994	102	8,6	70
1995	331	18,0	130
1996	582	37,7	360
1997	341	32,2	280
1998	555	44,1	320
1999	88	12,2	110
2000	63	6,0	60
2001	15	3,5	30
2002	698	25,4	255
2003	4 437	137	1 420
2004	104	4,5	25
2005	2 184	28,5	285
2006	324	8,5	95
2007	243	9,4	90
2008	134	4,3	40
2009*	0	0	0
<b>Ensemble</b>	<b>17 207</b>	<b>499,7</b>	<b>4 775</b>

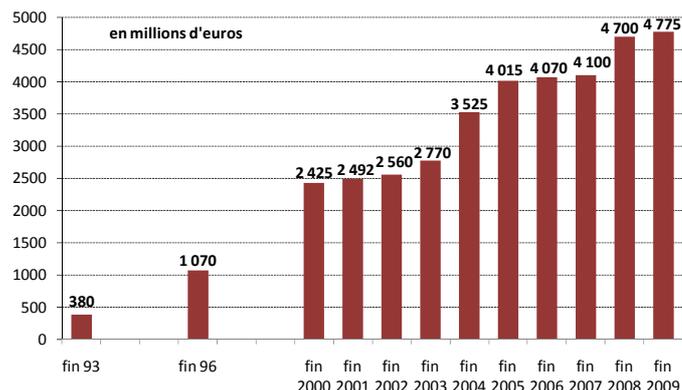
(\*) arrêté au 16/11/2010 ; à cette date aucun arrêté sécheresse survenue en 2009 n'a été publié .

Par rapport à l'évaluation précédente, les charges imputables à des sinistres sécheresse survenus en 2008 et 2003 ont été réévaluées de respectivement 40 M€ et 20 M€ à fin 2009, tandis que celles de 2002, 2005 et 2007 ont été augmentées de 5 M€.

♦ *Evaluation du coût de la sécheresse entre fin 1993 et fin 2009*

L'alourdissement du coût de la sécheresse est de 75 millions d'euros en 2009 (après 600 M€ en 2008), ce qui porte le coût total à 4,8 milliards d'euros à la fin 2009.

Le coût moyen des sinistres concernés est de l'ordre de 9 550 euros (tous exercices confondus).



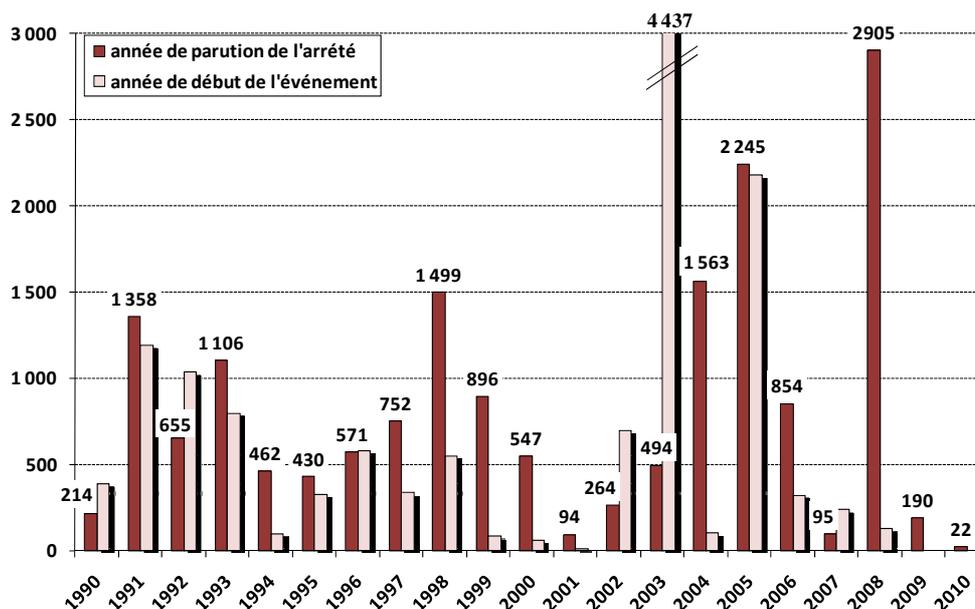
Ainsi, à la fin 2009, 34 % des indemnités catastrophes naturelles (paiements et provisions) depuis 1982 concernent des sinistres sécheresse (contre 12 % vu fin 1993).

La partie suivante fournit des éléments qualitatifs concernant la sécheresse, issus des arrêtés catastrophes naturelles.

#### 4.2. Les arrêtés sécheresse

*Source : Journal Officiel – Arrêtés catastrophes naturelles*

♦ *Répartition des communes sinistrées selon la date de l'arrêté vue au 16/11/2010*



♦ *Analyse des communes sinistrées*

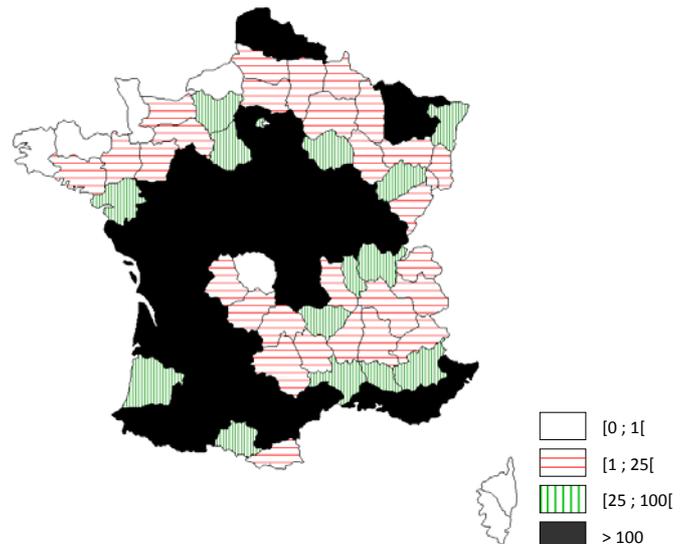
De 1988 à fin décembre 2009, 17 216 arrêtés catastrophes naturelles par communes liés à la sécheresse sont dénombrés. Certaines communes ont été touchées plus d'une fois, ce qui ramène à 7 806 le nombre de communes différentes sinistrées (823 d'entre elles ont été touchées 5 fois ou plus).

Nombre de fois touchées	Répartition (en %)
1	50,0
2	18,8
3	12,9
4	7,8
5 et +	10,5
Nbre de communes sinistrées	7 806

*Lecture : 18,8 % des communes sinistrées sécheresse ont été touchées 2 fois exactement.*

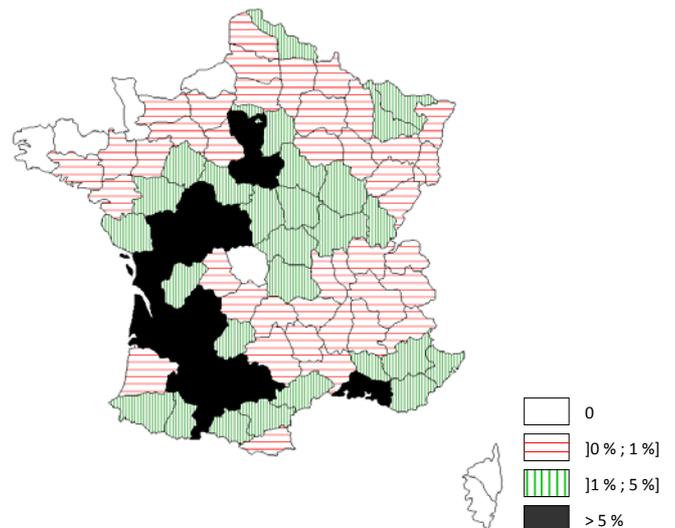
♦ Répartition en nombre des communes sinistrées par département depuis 1988

La moitié ouest de la France (à l'exception de la Bretagne) a été la plus exposée aux effets de la sécheresse. Une corrélation étroite s'observe entre la répartition des zones sinistrées et la présence à faible profondeur de formations argileuses riches en minéraux gonflants qui présentent de fortes variations de volume en cas de modification de la teneur en eau.



♦ Fréquence\* de la sécheresse par département

Le Tarn-et-Garonne, les Bouches-du-Rhône et la Haute-Garonne enregistrent une proportion de communes sinistrées par la sécheresse supérieure à 10 %.



\* La fréquence présentée ici est le rapport, pour chaque département, du nombre de communes touchées par un arrêté sécheresse de 1988 à 2009 (22 années) sur 22 fois le nombre de communes du département répertoriées.

## 5. RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2009

Nota : les coût moyens sont en euros 2009, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX\*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
01	AIN	0,5	10,9	22,6	4,7	6,0	11,5
02	AISNE	1,4	10,3	74,2	11,1	6,4	17,7
03	ALLIER	0,5	5,1	13,6	3,6	4,4	3,1
04	ALPES (HTE PROVENCE)	0,5	8,1	29,0	8,3	4,5	12,6
05	ALPES (HAUTES)	0,3	9,8	11,6	7,1	4,9	13,1
06	ALPES MARITIMES	1,4	11,4	51,8	9,3	7,5	7,1
07	ARDECHE	1,2	7,1	40,8	5,3	5,3	18,1
08	ARDENNES	5,8	15,5	343,1	8,9	16,9	14,2
09	ARIEGE	0,8	8,0	24,9	11,4	5,7	13,4
10	AUBE	0,1	5,2	2,8	3,9	12,8	4,8
11	AUDE	4,4	11,4	291,0	9,8	6,4	14,7
12	AVEYRON	0,9	10,4	53,8	5,0	7,5	20,2
13	BOUCHES DU RHONE	1,9	10,2	70,4	6,4	8,1	12,1
14	CALVADOS	0,9	7,7	29,9	6,8	4,7	8,2
15	CANTAL	0,4	5,9	9,9	4,3	3,4	6,4
16	CHARENTE	0,4	6,1	4,8	5,1	5,7	6,3
17	CHARENTE MARITIME	0,6	8,1	13,3	6,0	5,6	13,1
18	CHER	0,5	4,0	5,5	3,7	2,0	5,5
19	CORREZE	1,1	12,1	37,0	13,2	3,8	14,0
20	CORSE (Hte Corse et Corse du Sud)	2,7	14,6	138,7	9,5	13,0	19,1
21	COTE D'OR	0,3	4,7	4,8	2,8	4,4	4,1
22	COTES D'ARMOR	0,3	4,4	8,5	4,3	6,2	3,1
23	CREUSE	0,1	3,8	1,6	3,9	2,2	2,9
24	DORDOGNE	1,8	4,9	30,4	6,1	4,1	1,3

## RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2009

Nota : les coûts moyens sont en euros 2009, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX\*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
25	DOUBS	1,3	15,1	42,2	5,0	7,3	25,3
26	DROME	1,7	7,6	55,7	5,5	4,4	6,8
27	EURE	1,1	5,1	22,1	4,9	4,2	4,1
28	EURE ET LOIR	0,6	5,9	12,7	5,9	4,5	5,9
29	FINISTERE	0,8	13,4	47,3	9,2	6,0	25,6
30	GARD	7,1	13,6	488,4	7,8	10,9	19,4
31	GARONNE (HAUTE)	0,8	8,1	24,8	10,3	7,2	6,1
32	GERS	0,9	4,9	29,0	4,4	6,2	4,6
33	GIRONDE	0,6	8,6	20,6	8,9	6,2	10,9
34	HERAULT	8,1	10,6	372,0	4,4	4,6	13,0
35	ILLE ET VILAINE	0,5	8,2	13,2	6,4	5,0	9,8
36	INDRE	0,3	4,8	7,0	4,2	5,0	5,8
37	INDRE ET LOIRE	0,4	5,9	9,5	6,0	7,2	4,2
38	ISERE	0,6	10,2	21,5	8,1	8,6	17,1
39	JURA	0,6	5,5	9,9	4,7	2,5	4,6
40	LANDES	0,3	4,2	5,4	3,5	3,2	4,4
41	LOIR ET CHER	0,5	4,6	9,1	3,4	6,3	5,1
42	LOIRE	0,6	7,0	17,8	4,7	4,0	9,6
43	LOIRE (HAUTE)	0,8	17,8	84,3	5,0	5,8	46,8
44	LOIRE ATLANTIQUE	0,2	14,8	8,7	3,8	5,3	21,3
45	LOIRET	0,3	3,5	6,5	4,8	3,1	3,3
46	LOT	1,4	8,8	45,5	6,4	3,2	1,0
47	LOT ET GARONNE	2,1	5,7	47,9	8,7	3,2	2,0
48	LOZERE	1,6	10,9	81,1	6,6	5,8	12,4

## RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2009

Nota : les coûts moyens sont en euros 2009, actualisés par l'indice FFB.  
 CM MAX\*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
49	MAINE ET LOIRE	0,6	7,4	15,4	6,9	12,0	9,1
50	MANCHE	0,4	5,4	10,5	4,3	4,1	6,7
51	MARNE	0,5	6,3	10,3	5,9	5,3	4,9
52	MARNE (HAUTE)	0,4	5,2	11,6	5,8	14,2	5,5
53	MAYENNE	0,4	5,1	4,8	3,6	8,9	4,8
54	MEURTHE ET MOSELLE	0,9	5,5	7,7	4,0	7,5	2,8
55	MEUSE	1,1	4,4	15,8	2,6	7,3	3,0
56	MORBIHAN	0,5	5,4	12,7	5,0	5,0	5,6
57	MOSELLE	0,7	7,3	5,1	4,7	4,3	13,8
58	NIEVRE	0,4	5,1	11,1	3,9	3,3	4,2
59	NORD	0,7	5,5	13,2	3,8	7,6	3,9
60	OISE	1,2	10,5	51,9	11,0	10,5	28,0
61	ORNE	0,4	10,2	7,4	3,8	4,7	3,7
62	PAS DE CALAIS	1,1	6,0	23,7	4,7	8,6	6,1
63	PUY DE DOME	0,6	6,2	20,3	5,6	6,7	7,4
64	PYRENEES ATLANTIQUES	1,0	9,6	39,1	6,4	8,0	15,8
65	PYRENEES (HAUTES)	0,4	5,0	9,0	5,2	6,3	5,7
66	PYRENEES ORIENTALES	1,6	7,3	65,9	5,0	5,8	5,9
67	RHIN (BAS)	0,6	4,8	2,5	3,7	2,5	5,2
68	RHIN (HAUT)	0,6	6,1	3,4	5,3	4,1	6,4
69	RHONE	0,7	9,4	16,5	6,5	5,5	9,7
70	SAONE (HAUTE)	0,9	7,2	14,2	4,1	2,8	3,1
71	SAONE ET LOIRE	0,6	5,6	11,3	4,6	3,5	4,6
72	SARTHE	0,7	7,0	16,9	6,6	9,8	7,9

## RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 – 2009

Nota : les coûts moyens sont en euros 2009, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX\*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
73	SAVOIE	0,4	7,9	13,5	5,7	8,0	6,9
74	SAVOIE (HAUTE)	2,1	6,3	43,0	6,6	4,6	5,4
75	PARIS	0,5	11,8	7,7	7,1	15,4	12,1
76	SEINE MARITIME	1,4	7,9	47,0	6,2	8,3	8,1
77	SEINE ET MARNE	0,7	8,1	14,4	4,2	6,9	6,8
78	YVELINES	0,4	8,3	7,9	5,9	9,9	8,0
79	SEVRES (DEUX)	0,3	5,6	2,1	3,2	2,4	2,3
80	SOMME	1,1	8,5	35,4	7,0	4,0	11,4
81	TARN	2,0	13,5	98,3	6,2	5,8	19,9
82	TARN ET GARONNE	1,8	8,6	78,2	9,1	6,7	15,4
83	VAR	1,1	6,5	33,8	5,0	5,9	8,6
84	VAUCLUSE	3,2	13,1	179,6	9,0	12,2	20,7
85	VENDEE	0,2	4,6	2,3	3,1	6,1	3,8
86	VIENNE	0,6	4,6	5,2	3,2	8,6	4,5
87	VIENNE (HAUTE)	0,4	14,9	19,2	9,1	4,9	19,6
88	VOSGES	1,1	8,8	14,9	4,2	3,4	2,8
89	YONNE	0,6	5,6	7,8	3,6	6,1	5,5
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1,3	8,5	13,4	5,5	4,5	9,9
91	ESSONNE	0,8	7,6	14,0	4,3	5,8	4,6
92	HAUTS DE SEINE	0,6	10,3	15,5	2,6	6,1	5,8
93	SEINE ST DENIS	0,9	7,4	18,5	3,4	5,8	4,3
94	VAL DE MARNE	0,7	6,5	10,0	3,3	6,2	2,4
95	VAL D'OISE	0,9	9,4	24,2	6,5	7,3	15,4



**ANNEXES**

**(Tous les montants sont exprimés en euros)**



## 1. LES RESULTATS COMPTABLES ET TECHNIQUES

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels de l'ACP n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de la CEE, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des primes du marché national.

(p) Provisoire

® Revu

### Evolution des cotisations (en millions d'euros)

Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
Cotisations (primes nettes)	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729
Variations (en %)	--	--	--	+ 12,5	+ 3,5	+ 5,6	+ 5	+ 3,9	+ 4,7	+ 1,1	+ 5,3	+ 3,4	+ 10,3

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009(p)
Cotisations ACP <sup>(1)</sup> (primes nettes)	747	773	766	763	777	965	995	1 096	1 165	1 213	1 237	1 244	1 270	1 293	1 282
Variations (en %)	+ 2,5	+ 3,5	- 0,9	- 0,4	+ 1,8	+ 24,2	+ 3,1	+ 10,2	+ 6,3	+ 4,1	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008®	2009(p)
Cotisations extrapolées <sup>(2)</sup> (primes nettes)	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1 292	1 323	1 322	1 349	1 377	1 338
Variations (en %)	+ 4,8	+ 3,5	- 0,8	- 0,1	+ 1,9	+ 25,0	+ 4,4	+ 9,4	+ 8,9	+ 3,7	+ 2,4	- 0,2	+ 2,0	+ 2,1	- 2,8

(2) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de la CEE.

### Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs

Source : états comptables A1/C1

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	53,8	62,5	71,0	70,4	68,2	55,5	44,3	45,3	44,1	42,4	43,0	45,2	47,1

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009(p)
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	48,9	51,3	43,6	46,1	46,6	57,9	57,6	56,7	62,3	61,3	58,0	59,3	59,8	58,0	58,6

▪ Les provisions d'égalisation (en millions d'euros, à la clôture de l'exercice inventorié)

*Source : états comptables A1/C1 et rapport de la CCR*

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
Assureurs directs	156	199	310	324	347	301	195	249
CCR	338	394	416	467	483	525	499	406
Ensemble	494	593	726	791	831	826	694	655

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009(p)
Assureurs directs	284	367	427	393	254	313	344	301	294	291	301	255*	241	246	<b>240</b>
CCR	349	300	310	230	155	261	426	591	340	418	531	900	1 271	1 697	<b>2 026</b>
Ensemble	633	667	738	623	409	574	770	892	634	708	832	1 155	1 512	1 943	<b>2 266</b>

\*Remarque : le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs s'inscrit en baisse alors que les dotations 2006 sont positives de 24 M€. Cette apparente contradiction est le fait d'une société importante qui a réaffecté son stock de provisions à la branche dommages aux biens des particuliers.

## RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE (1982-2009)

\* A partir de 1994, les chiffres officiels de l'ACP n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de la CEE, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des cotisations du marché national.

(p) Provisoire

### ■ Détail du compte de résultat technique par année comptable

*Source : états comptables A1*

<i>En millions d'euros</i>	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994*
<b>RESSOURCES</b>													
Primes nettes	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729
Produits Financiers	4	8	10	11	15	22	33	42	39	46	54	56	53
<b>CHARGES</b>													
Prestations et frais <sup>(1)</sup>	3	317	132	36	26	84	280	188	234	99	339	548	742
Dotations aux provisions <sup>(2)</sup>	173	-6	-98	-35	8	89	146	-211	64	155	232	355	-288
<i>Sous- total sinistres</i>	177	311	34	1	34	173	426	-23	298	254	571	903	455
<i>Sous- total chargements</i>	9	35	99	113	122	131	133	140	154	172	165	164	171
<b>REASSURANCE</b>													
Primes acquises réassureurs	47	197	303	338	339	292	245	260	265	257	275	299	343
Part des réassureurs dans les charges <sup>(3)</sup>	146	347	93	74	92	164	269	49	195	150	303	524	293
<i>Solde de réassurance</i>	99	150	-211	-264	-248	-127	24	-211	-70	-107	28	225	-51
Dotations aux provisions d'égalisation <sup>(4)</sup>	-1	2	-43	-43	-53	-71	-50	-114	-20	-26	43	106	-58
<b>Résultat technique</b>	<b>35</b>	<b>-4</b>	<b>48</b>	<b>69</b>	<b>55</b>	<b>44</b>	<b>-3</b>	<b>169</b>	<b>96</b>	<b>92</b>	<b>27</b>	<b>-15</b>	<b>44</b>

(1) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres

(2) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques

(3) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs

(4) Dotations aux autres provisions techniques

## RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE (1982-2009)

Nota : A partir de 1994 les chiffres officiels de l'ACP n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de la CEE, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des cotisations du marché national.

\*\* La totalisation 2009 repose sur les données exploitées par la FFSA, l'ACP n'ayant pas publié de totalisations, même provisoires, sur l'exercice 2009 à la date de publication de ce document.

### ■ Détail du compte de résultat technique par année comptable

*Source : états comptables C1*

<i>En millions d'euros</i>	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 <sup>®</sup>	2009** <sup>(p)</sup>	Total depuis 1982
<b>RESSOURCES</b>																
Primes nettes <sup>(1)</sup>	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1 292	1 323	1 322	1 349	1 377	<b>1 338</b>	<b>23 047</b>
Produits Financiers	41	40	54	75	114	109	85	50	65	75	76	102	93	81	<b>60</b>	<b>1 514</b>
<b>CHARGES</b>																
Prestations et frais <sup>(2)</sup>	663	450	331	408	513	849	626	816	706	899	470	494	631	691	<b>708</b>	<b>12 284</b>
Dotations aux provisions <sup>(3)</sup>	29	21	112	530	685	-528	-170	77	634	-383	396	-108	60	21	<b>-130</b>	<b>1 830</b>
<i>Sous- total sinistres</i>	<i>691</i>	<i>472</i>	<i>443</i>	<i>938</i>	<i>1198</i>	<i>321</i>	<i>456</i>	<i>893</i>	<i>1340</i>	<i>516</i>	<i>866</i>	<i>386</i>	<i>691</i>	<i>712</i>	<b>578</b>	<b>14 114</b>
<i>Sous- total chargements</i>	<i>129</i>	<i>139</i>	<i>141</i>	<i>139</i>	<i>149</i>	<i>175</i>	<i>184</i>	<i>195</i>	<i>191</i>	<i>215</i>	<i>218</i>	<i>209</i>	<i>210</i>	<i>237</i>	<b>226</b>	<b>4 365</b>
<b>REASSURANCE</b>																
Primes acquises réassureurs	377	405	344	362	372	578	600	648	774	794	767	783	806	797	<b>784</b>	<b>12 653</b>
Part des réassureurs dans les charges <sup>(4)</sup>	478	302	274	520	704	179	241	595	819	300	449	193	415	358	<b>301</b>	<b>8 827</b>
<i>Solde de réassurance</i>	<i>100</i>	<i>-103</i>	<i>- 70</i>	<i>158</i>	<i>333</i>	<i>-399</i>	<i>-358</i>	<i>-52</i>	<i>46</i>	<i>- 492</i>	<i>-318</i>	<i>- 591</i>	<i>- 391</i>	<i>- 439</i>	<b>-483</b>	<b>- 3 823</b>
Dotations aux provisions d'égalisation <sup>(5)</sup>	23	63	66	- 35	-143	63	28	-37	-3	- 21	+ 30	+ 24	-14	4	<b>0</b>	<b>- 284</b>
<b>Résultat technique</b>	<b>54</b>	<b>51</b>	<b>120</b>	<b>- 24</b>	<b>22</b>	<b>111</b>	<b>89</b>	<b>62</b>	<b>- 204</b>	<b>124</b>	<b>-22</b>	<b>+ 227</b>	<b>134</b>	<b>59</b>	<b>100</b>	<b>1 561</b>

(1) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de la CEE

(2) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres

(3) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques

(4) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs

(5) Dotations aux autres provisions techniques

(p) Provisoire

® Revu

▪ Evolution du coût global (en millions d'euros) par exercice de survenance

*Source : états comptables B10/C10*

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels n'intègrent pas les succursales étrangères d'un pays de la CEE

VU FIN DE	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
1 <sup>ère</sup> année	250	230	24	14	39	151	367	27	267	53	361	654	291
dernier état connu	250	241	24	15	55	200	335	163	481	221	437	721	367

VU FIN DE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1 <sup>ère</sup> année	550	325	204	325	937	446	462	1 033	1 276	177	340	314	615	490	515
dernier état connu	742	725	488	484	779	396	355	1 235	2 335	210	555	315	650	565	

▪ « Triangle » des rapports sinistres à primes (en %)

*Source : états comptables B10/C10*

VU FIN DE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
1 <sup>ère</sup> année	6	3	8	30	70	5	46	9	58	100	42
2 <sup>ème</sup> année	6	3	13	39	65	12	73	18	72	104	47
3 <sup>ème</sup> année	6	3	12	37	62	18	89	29	74	104	49
4 <sup>ème</sup> année	6	3	11	36	62	24	99	36	77	108	48
5 <sup>ème</sup> année	6	3	12	38	59	29	105	39	81	111	52
6 <sup>ème</sup> année											

VU FIN DE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1 <sup>ère</sup> année	76	43	27	43	129	49	47	96	111	15	30	27	46	36	38
2 <sup>ème</sup> année	86	63	54	55	114	49	42	96	136	12	25	24	47	41	
3 <sup>ème</sup> année	90	84	61	54	106	43	39	102	170	12	31	25	48		
4 <sup>ème</sup> année	95	88	60	57	101	42	38	106	173	13	41	24			
5 <sup>ème</sup> année	93	87	60	58	101	42	37	105	181	13	42				
6 <sup>ème</sup> année		95	65	65	105	47	40	108	188	16					

■ Part des paiements effectués dans l'ensemble de la charge des sinistres

*Source : états comptables B10/C10*

VU FIN DE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
1 <sup>ère</sup> année	39	28	27	28	43	33	67	21	42	22	38
2 <sup>ème</sup> année	85	84	81	80	90	56	58	45	79	82	77
3 <sup>ème</sup> année	95	94	94	92	96	51	69	60	85	88	84
4 <sup>ème</sup> année	97	98	97	97	98	62	80	70	90	90	87
5 <sup>ème</sup> année	99	99	98	99	99	72	86	78	91	92	84
6 <sup>ème</sup> année											

VU FIN DE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1 <sup>ère</sup> année	60	37	22	11	15	18	30	43	11	10	14	10	26	22	18
2 <sup>ème</sup> année	80	52	37	32	72	59	68	77	48	45	39	39	56	64	
3 <sup>ème</sup> année	84	57	50	46	82	76	80	80	48	56	36	42	64		
4 <sup>ème</sup> année	87	69	63	61	90	83	89	84	57	59	35	52			
5 <sup>ème</sup> année	89	78	77	71	92	87	93	89	67	64	49				
6 <sup>ème</sup> année		80	78	76	92	85	92	91	76	61					

## 2. HISTORIQUE DES FREQUENCES DES SINISTRES PAR CATEGORIE D'ASSURES

Source : Enquête FFSA/GEMA

Les chiffres ci-après sont observés en fin de 1<sup>ère</sup> année

Fréquence en ‰	1982*	1983*	1984*	1985*	1986*	1987*	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Particuliers	10,2	6,1	0,2	0,1	0,5	4,4	1,4	0,3	1,0	0,3	1,3	2,5	1,2
Entreprises <sup>(1)</sup>	12,5	10,0	0,6	0,4	0,9	6,2	3,6	0,6	2,2	0,4	3,2	4,4	2,0
Agricoles	68,8	14,2	0,3	0,3	0,7	31,6	1,6	2,5	0,8	0,4	1,7	3,0	1,8
<b>Ensemble</b>	<b>12,5</b>	<b>6,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>5,3</b>	<b>1,6</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>1,5</b>	<b>2,7</b>	<b>1,3</b>

Fréquence en ‰	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Particuliers	1,8	1,2	0,8	1,1	3,1	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,5	0,9	0,6	<b>0,3</b>
Entreprises <sup>(1)</sup>	3,8	1,7	1,2	1,7	5,2	3,9	1,5	} 2,1							
Agricoles	2,3	1,7	1,0	1,9	7,0	0,4	nd		2,2	0,5	0,7	0,2	0,8	0,6	<b>0,6</b>
<b>Ensemble</b>	<b>2,1</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>3,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>

\* Pour ces années, la chronique des fréquences inclut la sinistralité tempête.

(1) A partir de 2001 les entreprises regroupent l'ensemble des professionnels (y compris agricoles).

### 3. HISTORIQUE DES FREQUENCES POUR LES DEPARTEMENTS LES PLUS SINISTRES SUR LA PERIODE 1988-2009

Source : Enquête FFSA/GEMA

Fréquence en ‰	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
30. Gard	87,7	0,0	1,5	0,9	1,2	2,0	3,3	3,0	0,4	6,0	2,4
08. Ardennes	0,2	0,0	0,2	14,7	0,0	68,8	0,4	66,8	0,0	0,0	0,6
11. Aude	0,5	2,6	0,5	0,0	35,4	0,5	1,7	0,1	7,4	5,4	0,3
84. Vaucluse	0,5	0,0	0,5	1,3	37,3	12,3	12,1	0,1	0,1	0,1	0,3
20. Corse	0,6	1,9	0,1	0,0	1,2	37,4	6,9	0,1	1,2	0,4	0,0
47. Lot et Garonne	0,9	20,9	0,1	0,1	0,8	15,8	0,0	0,1	0,3	0,2	1,6
81. Tarn	2,2	0,0	1,2	0,0	3,9	0,0	3,2	2,0	2,8	0,3	1,0
66. Pyrénées-Orientales	0,0	0,8	0,0	0,0	15,2	0,0	0,6	0,2	4,5	0,4	0,0
74. Haute-Savoie	0,1	0,0	1,5	0,0	0,1	1,1	1,0	0,2	40,2	0,4	0,1
90. Territoire de Belfort	0,6	0,0	32,3	0,0	0,0	0,3	0,1	0,7	0,0	0,1	0,1
<b>France entière</b>	1,6	0,4	1,2	0,3	1,5	2,7	1,3	2,1	1,3	0,9	1,2

Fréquence en ‰	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne arithmétique
30. Gard	3,7	0,1	0,5	63,0	12,2	10,7	5,9	0,1	0,0	0,6	0,0	9,3
08. Ardennes	0,0	0,1	0,1	0,7	1,8	8,6	0,0	0,1	0,4	0,0	0,3	7,4
11. Aude	60,3	0,5	0,1	0,2	1,3	6,2	1,5	1,6	0,0	0,1	0,3	5,8
84. Vaucluse	0,5	0,4	0,0	20,6	13,2	4,2	0,1	0,0	0,1	3,2	0,2	4,9
20. Corse	10,9	0,4	0,0	0,2	0,3	3,0	0,3	0,5	0,0	6,4	0,3	3,3
47. Lot et Garonne	1,8	0,2	0,1	0,6	5,2	2,8	0,3	0,1	0,8	0,1	0,6	2,4
81. Tarn	22,7	0,8	0,1	0,3	7,7	2,4	0,2	0,5	0,3	0,2	1,0	2,4
66. Pyrénées-Orientales	24,5	0,1	0,0	0,1	0,5	2,3	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	2,3
74. Haute-Savoie	0,3	0,1	0,0	0,4	0,2	3,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	2,2
90. Territoire de Belfort	2,4	0,0	2,1	0,2	1,9	2,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	2,0
<b>France entière</b>	3,5	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,4	0,9	0,6	<b>0,3</b>	1,3

